

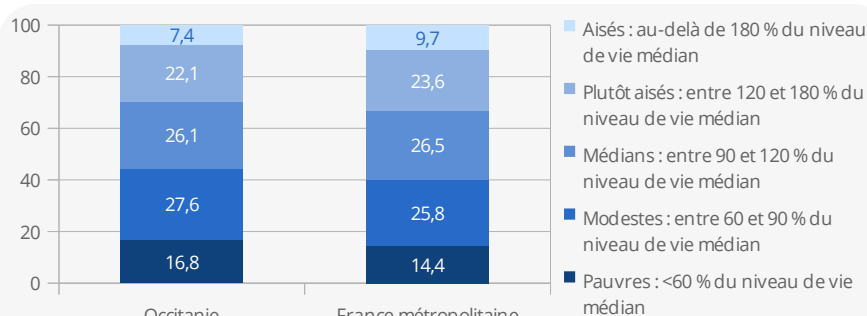
Quelles approches de la pauvreté au niveau régional ?

La pauvreté est un phénomène multidimensionnel : elle peut être assimilée à un défaut de « bien-être », à l'insatisfaction des besoins fondamentaux, à de faibles niveaux de revenus ou à une situation d'exclusion sociale. L'Union européenne privilégie une définition relative de la pauvreté. D'après la définition adoptée par le Conseil des ministres de l'Union européenne du 19 décembre 1984, sont considérées comme pauvres « les personnes dont les ressources (matérielles, culturelles et sociales) sont si faibles qu'elles sont exclues des modes de vie minimaux acceptables dans l'État membre dans lequel elles vivent ».

Pour mesurer la pauvreté, l'approche la plus fréquente est l'approche monétaire selon laquelle être pauvre, c'est avoir un revenu très inférieur à celui dont dispose la plus grande partie de la population. **La pauvreté monétaire** est ainsi une mesure relative de la pauvreté. Un seuil à 60 % du **niveau de vie médian** ▶ **définitions** est retenu au sein des pays de l'Union européenne.

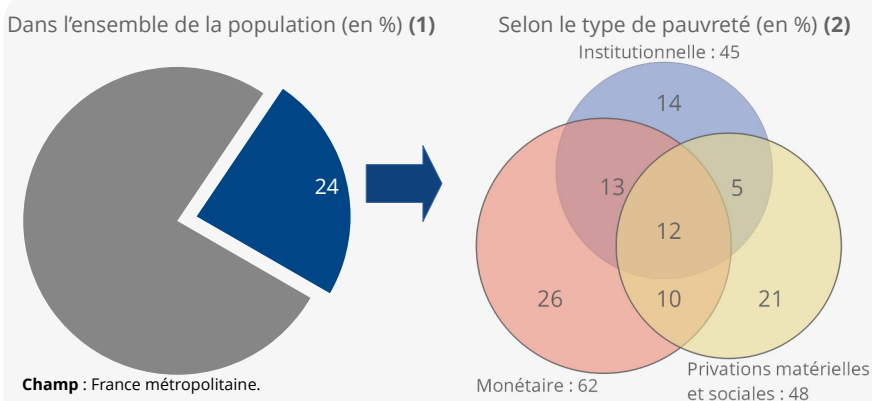
En France en 2020, d'après le dispositif sur les revenus localisés sociaux et fiscaux (Filosofi), ce seuil équivaut à un revenu disponible de 1 120 euros par mois par unité de consommation. Ce montant correspond par exemple à 1 120 euros pour une personne occupant seule son logement, 1 680 euros pour un couple sans enfant et 2 350 euros pour un couple avec deux enfants de moins de 14 ans. Ainsi 14,4 % des personnes de France métropolitaine sont pauvres en 2020 d'après cette définition, et 16,8 % dans la région Occitanie ▶ **figure 1**. Au-dessus du seuil de pauvreté mais avec un niveau de vie inférieur à 90 % du niveau de vie médian, les personnes dites « modestes » représentent plus d'un quart de la population de France métropolitaine, une proportion plus faible que dans la région (27,6 %). En haut de l'échelle des niveaux de vie, 9,7 % de la population de France métropolitaine est qualifiée de « aisée »

▶ 1. Répartition de la population selon le niveau de vie



Champ : ménages fiscaux dont le revenu disponible est positif ou nul.
Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi) 2020.

▶ 2. Part de la population concernée par au moins l'une des formes de pauvreté



Champ : France métropolitaine.
Lecture
(1) : en France métropolitaine en 2021, 24 % de la population est touchée par au moins une des trois formes de pauvreté.
(2) : parmi cette population, 12 % est en situation de pauvreté monétaire, bénéficie d'un minimum social et souffre de privations matérielles et sociales. 26 % est en situation de pauvreté monétaire uniquement.
Source : Insee, enquête Statistiques sur les Revenus et les Conditions de Vie 2021.

et dispose d'un niveau de vie supérieur à 180 % du niveau de vie médian. Dans la région, cette proportion s'établit à 7,4 %.

La pauvreté ne se limite pas à la seule dimension monétaire ▶ **figure 2**. Au niveau de l'Union européenne, l'enquête Statistiques sur les Ressources et les Conditions de Vie (SRCV) permet de mesurer trois approches distinctes de la pauvreté qui

recouvrent des réalités différentes. La population dite en situation de pauvreté institutionnelle, c'est-à-dire percevant un minimum social, ne correspond ainsi pas parfaitement à celle en situation de pauvreté monétaire, ni à celle qui connaît des privations matérielles et sociales importantes, c'est-à-dire étant dans l'incapacité de couvrir les dépenses liées à au moins 5 éléments de la vie courante sur les 13 considérées comme

souhaitables, voire nécessaires, pour avoir un niveau de vie acceptable. En France métropolitaine, 24 % de la population est concernée par au moins l'une de ces trois formes de pauvreté. Parmi ces personnes, 12 % vivent au-dessous du seuil de pauvreté, bénéficient d'un minimum social et souffrent de privations matérielles et sociales (soit 3 % de la population totale).

Cette analyse conduite à l'échelle nationale n'a pas été déclinée en région et à l'échelle locale. À un niveau territorial fin, la mise en place depuis 2012 du dispositif sur les revenus localisés sociaux et fiscaux (Filosofi) permet d'appréhender la pauvreté dans sa dimension monétaire. Ce dossier exploite les potentialités de la source Filosofi afin de caractériser la pauvreté dans la région jusqu'à l'échelle infra communale, en s'appuyant notamment sur des informations socio-démographiques (âge, type de ménage, type de commune de résidence,...).

La diversité de situations pouvant correspondre à la pauvreté monétaire est ainsi décrite au travers de six profils socio-démographiques.

Par ailleurs, une approche territorialisée d'indicateurs correspondant à certaines difficultés potentiellement rencontrées par les ménages dans les territoires permet d'apprécier la conjonction entre la pauvreté purement monétaire et ces facteurs « élargis ».

L'analyse d'indicateurs caractérisant ces fragilités, dont certains sont assez directement liés à la pauvreté (situation défavorable sur le marché du travail, moindre niveau de qualification des actifs, etc.) et d'autres plus indépendants ou contextuels (difficultés d'accès aux soins, éloignement des services de la vie courante, etc.) permet d'apporter un éclairage sur le cumul de difficultés que peuvent connaître les ménages résidant au sein des territoires concernés, notamment ceux en situation de pauvreté monétaire.